



PROJET POUR UN SÉNÉGAL SOUVERAIN, JUSTE ET PROSPÈRE

FOCUS SUR LES GRANDES ORIENTATIONS

En décidant de porter Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE à la magistrature suprême, le 24 mars 2024, avec un score de 54,28% des suffrages exprimés, les Sénégalais ont démontré l'immense espoir qu'ils placent au **PROJET** pour « **un Sénégal Uni, Souverain, Juste et Prospère** ».

Ce projet politique, il faut le souligner, repose sur des principes forts comme une éthique qui implique l'émergence de nos responsabilités, la paix, l'imagination, la refondation, l'innovation technologique, la souveraineté alimentaire et la redéfinition d'un avenir plus rassurant pour les jeunes et pour l'ensemble des citoyens Sénégalais. Il se fonde également sur la transformation d'une société juste, etc.

LA VISION DU PROJET

La vision qui sous-tend le Projet consiste à faire du Sénégal **une nation juste, prospère, souveraine et ancrée dans des valeurs fortes**. Elle prône la nécessité de trouver de nouvelles voies de développement économique et social de notre pays, se fondant sur les valeurs fortes que sont : **le Patriotisme, le Travail, l'Éthique et la Fraternité**.

FOCUS SUR LES GRANDES ORIENTATIONS ET LES REFORMES MAJEURES

Pour matérialiser cette vision à la fois claire et pertinente, le Chef de l'Etat et ses collaborateurs se sont dotés d'un gigantesque programme décliné en cinq (5) grandes orientations : renouveau institutionnel et engagement africain ; endogénéisation de l'économie et souveraineté alimentaire ; capital humain et qualité de vie ; innovation, technologie et infrastructures durables ; sécurité nationale et rayonnement international. Chaque orientation est scindée en plusieurs axes et chaque axe comporte des actions concrètes à mettre en œuvre.

Retour sur les grandes orientations et les réformes majeures envisagées dans pratiquement tous les secteurs.

LA JUSTICE

- L'instauration d'un pouvoir exécutif responsable et la réduction des prérogatives proéminentes du Président de la République ;
- Les rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire ;
- L'indépendance au sein de l'appareil judiciaire, instauration d'un Juge des Libertés et de la Détention (JLD) ;
- La revue du budget de la justice et la mise aux normes des lieux de privation de liberté ;
- L'accès des citoyens au service public de la justice ;
- La réforme des institutions et du système électoral pour améliorer l'état de droit, la bonne gouvernance et la démocratie participative ;
- La reddition des comptes et le renforcement de la compétence des corps de contrôle.

FONCTION PUBLIQUE/REFORMES DE L'ADMINISTRATION

- Le rétablissement de la confiance des citoyens vis-à-vis de l'administration en la rendant plus efficace ;
- La modernisation de l'administration publique afin d'offrir des services de qualité aux usagers ;
- Le rétablissement de la confiance des citoyens vis-à-vis de l'administration en la rendant plus efficace ;
- La modernisation de l'administration publique afin d'offrir des services de qualité aux usagers ;
- L'élaboration des standards et l'application des normes de qualité dans tous les secteurs ;

ÉCONOMIE, FINANCES PUBLIQUES ET BUDGET, COMMERCE, ENTREPRENEURIAT

- Modèle économique endogène d'industrialisation par substitution aux importations ;
- Une politique budgétaire qui rationalise les dépenses publiques ;
- Une réforme monétaire pour le financement de notre économie ;
- Une politique fiscale novatrice, efficace, efficiente, équitable et transparente ;

- Les réformes sur les finances locales pour une meilleure mobilisation des ressources ;
- Les politiques efficaces de gestion de la dette publique ;
- Des mécanismes de développement endogène ouverts pour une accélération de la croissance économique au Sénégal ;
- Le commerce intérieur, la préférence nationale et la consommation locale ;
- Un commerce extérieur compétitif pour une balance commerciale équilibrée ;
- Le défi de la formalisation du secteur informel ;
- L'harmonisation, la structuration et la rationalisation des structures d'accompagnement.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, TRAVAIL ET EMPLOI

- La fiabilité des données, le suivi évaluation et la restructuration des secteurs du travail et de l'emploi ;
- L'économie sociale et solidaire pour le développement inclusif du Sénégal ;
- Le développement communautaire et l'équité sociale et territoriale ;
- Le développement de la microfinance, un levier pour réduire le chômage et la pauvreté.

AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

- L'adoption d'un nouveau modèle d'intervention du ministère en charge de l'agriculture ;
- La maîtrise des facteurs biophysiques, techniques et organisationnels pour une production agricole capable de nourrir le Sénégal et de générer des devises ;
- Le renforcement des capacités scientifiques, techniques et institutionnelles des structures de recherche et de vulgarisation agricoles ;
- La redynamisation des filières de production animale ;
- La sécurisation des systèmes d'élevage et le développement d'infrastructures et d'équipements de productions animales ;
- La gestion durable du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

INDUSTRIE, TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE

- La restructuration du tissu industriel pour booster l'économie nationale ;
- La mise en place d'un Plan d'Accélération Industrielle du Sénégal (PAIS) 2024-2029 : un catalyseur intégré de la croissance ;
- La transformation des produits agricoles, forestiers, d'élevage et halieutiques comme levier de promotion du « consommer local ».

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, FORMATION PROFESSIONNELLE, TRAVAIL ET EMPLOI

- L'amélioration de la gouvernance, de la qualité et du financement du système d'éducation et de formation ;
- L'intégration effective des langues nationales et des « daaras » dans le système éducatif ;
- L'éducation des enfants et jeunes en situation de handicap : une priorité nationale ;
- Des universités tournées vers un enseignement de qualité et plus professionnalisant ;
- L'enseignement technique et la formation professionnelle comme levier d'industrialisation, de valorisation des ressources et d'amélioration de l'employabilité des diplômés.

SANTÉ, PROTECTION SOCIALE, HANDICAP

- La santé et l'assurance maladie pour tous ;
- Les prestations de santé (promotionnelles, préventives, curatives et palliatives) et la gestion pharmaceutique ;
- La gouvernance sanitaire et le management des établissements de santé ;
- Le système informatique et le système d'information ;
- Le financement de la santé endogène et innovant ;
- Autonomisation et promotion des femmes pour une société inclusive et prospère ;
- Promotion et protection des droits des personnes en situation de handicap ;
- L'autonomisation des personnes en situation de handicap et l'accessibilité ;
- La compensation du handicap.

HYDRAULIQUE, ÉNERGIE, HABITAT

- La gestion et la mobilisation multi-usage des ressources en eau ;
- La maîtrise de l'énergie, un pilier du développement socio-économique ;
- Aménagement du territoire, Habitat, Environnement et Cadre de vie ;
- La cohérence territoriale, l'approche systémique et la prospective de l'organisation du territoire ;
- La gouvernance territoriale et l'approche participative pour une citoyenneté patriotique et responsable ;
- La construction de logements en accession aidée et de logements locatifs sociaux efficaces et durables ;
- Les leviers et les outils pour produire du logement locatif privé avec des loyers encadrés ;
- La transition vers l'économie formelle dans le secteur du BTP ;
- L'éducation Environnementale et au Développement Durable (EDD) ;
- L'efficacité énergétique et la transition écologique ;
- La gestion des déchets ;
- La préservation de la biodiversité, un levier de la fourniture de biens et services écosystémiques ;
- La lutte contre les pollutions, les nuisances et contaminations ;
- La lutte contre le changement climatique et ses impacts.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION, ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

- La réorganisation du système national de recherche, une priorité absolue ;
- L'amélioration de la gouvernance, du financement et de la construction d'infrastructures de recherche et d'innovation ;
- Le cadre normatif de l'économie numérique.

INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

- La remise à niveau, la réadaptation et la construction d'infrastructures majeures ;
- La sécurité du transport routier pour diminuer la mortalité ;
- La restructuration et le développement du transport routier pour faciliter la mobilité des biens et des personnes ;

- Le développement du transport maritime ;
- Le développement du transport aérien pour une ouverture au reste du monde.

SECURITE NATIONALE

- L'amélioration de la sécurité intérieure pour protéger le citoyen ;
- La défense et la sécurité extérieure.

TOURISME, CULTURE, ARTISANAT, SPORT, ENVIRONNEMENT

- Le développement d'une pédagogie éducative autour des valeurs locales et à la sociologie du tourisme des valeurs locales ;
- Le développement du microtourisme sur toute l'étendue du territoire national ;
- La redynamisation du tourisme balnéaire, religieux et d'affaire ;
- La valorisation du patrimoine national, de la création artistique et littéraire ;
- L'artisanat un pilier important de notre politique de substitution des importations.

SPORT, TOURISME

- La réforme et la gouvernance du sport ;
- Le sport de performance, une vitrine touristique.

FINANCES PUBLIQUES

- Leviers de financement de l'action publique ;
- Leviers de financement de l'économie réelle et du secteur privé.